

# GAZA

Face à un génocide, il faut des actes !



Vendredis 11 et 18 juillet 19h  
Place des Droits de l'Homme  
**AURILLAC**

Rassemblements initiés par le Collectif Cantal Palestine Solidarité et par Blouses Blanches pour Gaza 15



**Plus de 377 000 personnes, dont la moitié sont des enfants, sont portées disparues à Gaza depuis octobre 2023, selon un rapport lié à Harvard, qui indique un nombre de morts bien plus élevé que celui rapporté.**

Les cartes figurant dans le rapport, basées sur les estimations de l'armée israélienne, indiquent que la population restante serait environ de 1,85 million.

Avant la guerre, la population de Gaza était estimée à 2,227 millions d'habitants. Cet écart indique qu'au moins 377 000 personnes sont désormais portées disparues.

Si certaines peuvent avoir été déplacées ou être portées disparues, l'ampleur de cet écart a conduit les analystes à conclure qu'un nombre important d'entre elles sont probablement mortes, ce qui suggère que le nombre réel de victimes pourrait être bien supérieur aux 65 000 morts annoncés.

**Accès, obstruction et conception des sites d'aide.  
Pas de dignité, pas de protection**

Le rapport évalue également de manière critique le rôle de la Gaza Humanitarian Foundation (GHF), soutenue par les États-Unis, en affirmant que sa structure semble avoir été davantage façonnée par la stratégie militaire israélienne que par les besoins humanitaires. Ces sites manquaient d'installations de base telles que des abris, de l'eau, des toilettes, des postes de premiers secours ou des accès réservés aux groupes vulnérables. Il n'y avait généralement qu'un seul point d'entrée et de sortie, aucune gestion des foules, et les scènes de chaos étaient courantes. Le rapport soutient que l'architecture même de ces complexes d'aide a été conçue de manière à risquer des flambées répétées de désordre, conditions alors utilisées pour justifier la violence contre les civils.

Dans l'ensemble, ces complexes d'aide semblent refléter une logique de contrôle plutôt que d'assistance, et il serait erroné de les qualifier de « centres de distribution d'aide humanitaire ».

Ce rapport intervient alors que le ministère de la Santé de Gaza a confirmé qu'au moins 550 personnes ont été tuées et environ 4 000 blessées depuis fin mai alors qu'elles tentaient d'accéder à l'aide humanitaire.



## **Exigeons avec le CNPJDPI :**

Collectif pour une Paix Juste et Durable  
entre Palestiniens et Israéliens

- La reprise immédiate et inconditionnelle de l'aide humanitaire à Gaza via l'UNRWA, et l'ouverture des points de passage aux équipes de secours et aux journalistes
- l'arrêt des massacres et de la guerre génocidaire en Palestine, ainsi que le renoncement au plan Trump d'expulsion des Palestiniens de Gaza
- un cessez-le-feu permanent à Gaza et l'arrêt de l'annexion de la Cisjordanie
- la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid, l'application de la résolution des Nations-Unies du 18 septembre 2024, qui a donné un délai de 1 an à Israël pour mettre fin à l'occupation du territoire palestinien,
- la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens, et de toutes les personnes détenues par les groupes armés palestiniens,
- un soutien à la Cour Pénale Internationale et l'application sans réserve de ses décisions
- la reconnaissance immédiate et sans condition de l'État de Palestine par la France dans le cadre du droit à autodétermination du peuple palestinien
- le droit au retour des réfugiés palestiniens (résolution 194 de l'ONU)
- la fin de l'impunité de l'État d'Israël et des sanctions y compris économiques et diplomatiques tant qu'il ne respecte pas le droit international
- la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël
- la construction d'un avenir de paix entre Palestiniens et Israéliens fondé sur l'égalité des droits
- Le respect de la liberté d'expression, de manifestation, de réunion, en particulier en France, où la solidarité avec le peuple palestinien est constamment attaquée
- la lutte contre le racisme sous toutes ses formes et le refus de son instrumentalisation.